

LES FRANÇAIS NE CROIENT PLUS AU GRAND SOIR

LA CROIX 10.05.2011

« Changer la vie », rien de moins. La promesse méditerranéenne du 10 mai 1981 semble s'être éloignée. Trente ans plus tard, un [sondage exclusif de l'institut CSA pour La Croix](#) illustre combien les Français se montrent désormais prudents dans leurs attentes, persuadés que le pouvoir du politique s'est rétréci.

Une majorité relative des sondés (42 %) juge ainsi que la capacité des responsables nationaux « à améliorer la vie des gens » a reculé en trois décennies, seuls 30 % étant d'un avis inverse.

Interrogés sur les raisons qui nourrissent leur vision d'un pouvoir politique déclinant, les Français mettent évidemment en avant la progression de la mondialisation. Mais pas seulement. La dénonciation des « liens et conflits d'intérêts » entre politiques et groupes économiques arrive tout en haut du palmarès.

Un problème davantage soulevé par les cadres (37 %) que par les employés (16 %). À l'inverse, les ouvriers et les employés mettent l'accent sur le « manque d'écoute et de compréhension à l'égard des citoyens », semblant souligner que les politiques ne connaissent même plus leurs aspirations.

LE DÉSENCHANTEMENT DES CSP+ ET LA DÉFIANCE DES CSP-

En fait, analyse Claire Piau, directrice d'études à CSA, le doute grandissant sur la capacité du politique est le produit de deux attitudes différentes mais convergentes : « le désenchantement des CSP (catégories socio-professionnelles) + et la défiance des CSP - ».

Autrement dit, résume-t-elle, les cadres pensent que le véritable pouvoir a basculé du côté de l'économie et que « le politique ne peut plus vraiment transformer le monde ». Les ouvriers, eux, croient davantage à la persistance d'une capacité d'action de la sphère politique, mais « doutent de plus en plus de sa volonté de faire bouger les choses ».

Le verdict des Français sur le pouvoir politique apparaît donc sévère, pessimiste. Un électeur sur deux pense ainsi que les hommes politiques ont perdu la main et se révèlent incapables d'améliorer la vie de leurs électeurs.

L'alerte est d'autant plus inquiétante que le désenchantement touche particulièrement les couches les plus modestes, celles justement que promettent d'aider en priorité les décideurs politiques. En vain. Le doute sur la capacité du pouvoir à faire avancer la société atteint ainsi 56 % parmi les ouvriers et les employés ; il culmine même à 69 % chez les chômeurs.

LES ATTENTES SONT FORTES, LES DOUTES AUSSI

Les responsables politiques sont donc accusés de ne plus pouvoir ou de ne plus vouloir changer le monde. Le constat traverse d'ailleurs tous les camps, y compris parmi les sympathisants des partis qui n'ont pas vraiment expérimenté le pouvoir et promettent de bouleverser l'ordre des choses s'ils y parviennent.

Là non plus, le grand soir démocratique ne paraît plus une perspective envisageable. À l'extrême gauche, à l'extrême droite comme chez les écologistes, moins d'un électeur sur cinq croit à la possibilité pour un homme politique d'imposer une modification « en profondeur » de la société.

En ces temps d'abstention galopante et d'incompréhension grandissante, le constat sur le pouvoir de la politique n'est toutefois pas uniformément sombre. Certes, l'heure des grandes illusions est révolue. Mais la politique apparaît toujours comme le meilleur moyen non plus de bouleverser les choses, mais au moins d'améliorer le quotidien.

Les responsables nationaux sont ainsi largement en tête du palmarès des leviers capables de faciliter la vie des gens. Loin devant les élus locaux, l'Europe ou les acteurs économiques. À un an tout juste de la prochaine présidentielle, voilà les futurs candidats prévenus : les attentes sont fortes, les doutes aussi.